

« Vous n'êtes pas woke ? Nous vous supprimons »



Quel est le système de notation de la CEI, de Soros et de BlackRock pour faire chanter les entreprises ?

[Source : euro-synergies.hautetfort.com]

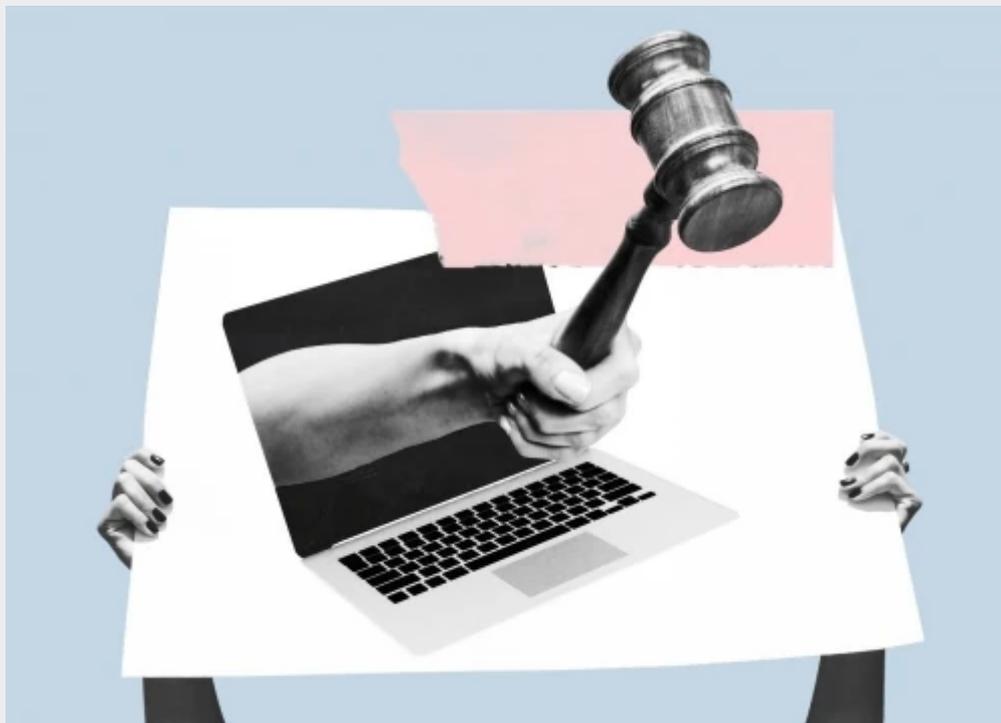
Par Cristina Gauri

Source : ilprimatonazionale.it

Ce défilé sans fin de drapeaux arc-en-ciel qui infestent les logos des entreprises du monde occidental chaque mois de juin, ces improbables témoignages trans et non-binaires qui surgissent dans les campagnes publicitaires des plus grandes multinationales mondiales ne sont pas placés là pour « soutenir la cause LGBT », « l'inclusion », pour « donner de la visibilité à l'arc-en-ciel opprimé » : elles doivent être interprétées comme une sorte de « gabelle idéologique » à payer aux lobbies politiques financés par les « usual knowns » (nous y reviendrons) afin de maintenir un score de « crédit social » crucial pour le maintien ou la destruction de l'activité d'une entreprise.

Qu'est-ce que le CEI, le système de notation des entreprises américaines ?

Le score en question est le *Corporate Equality Index* – ou CEI –, qui est supervisé par la *Human Rights Campaign* (HRC), le plus grand groupe de pression politique LGBT au monde. La HRC, qui a reçu des millions de dollars de la fondation *Open Society* de George Soros, entre autres, publie des fiches d'évaluation de la « vertu sociale » des plus grandes entreprises américaines par le biais du CEI. Comment ? En attribuant ou en soustrayant des points en fonction du degré d'adhésion des entreprises aux « critères d'évaluation » définis par le HRC.



Les entreprises qui obtiennent la note maximale de 100 gagnent le titre convoité de « Meilleur environnement de travail pour l'égalité LGBT ». Quinze des vingt premières entreprises classées par *Fortune* ont obtenu une note de 100 % l'année dernière, selon les données de la HRC. Selon le dernier rapport, plus de 840 entreprises américaines ont été bien notées par la HRC. Cela signifie que la grande majorité des entreprises américaines vivent sous le chantage de ce lobby. La HRC, fondée en 1980, a lancé la procédure CEI en 2002 ; depuis 2022, elle est dirigée par Kelley Robinson, l'une des organisatrices de la campagne présidentielle de Barack Obama en 2008.

Les cinq points d'évaluation

Les critères d'évaluation établis par la HRC sont au nombre de cinq, chacun avec ses propres sous-ensembles. Les principales catégories sont les suivantes : Protection de la main-d'œuvre, Avantages inclusifs, Soutien d'une culture inclusive, Responsabilité sociale de l'entreprise et Citoyenneté responsable. Une entreprise peut facilement perdre des points CEI si elle ne satisfait pas à l'exigence de la HRC d'« intégrer l'intersectionnalité dans le développement professionnel, la formation basée sur les compétences ou d'autres formations » ou si elle n'utilise pas un « programme de diversité des fournisseurs avec un effort démontré pour inclure des fournisseurs LGBTQ certifiés ».

Chantage aux couleurs de l'arc-en-ciel

L'activité omniprésente et tentaculaire de la HRC se traduit par l'envoi de représentants dans les entreprises chaque année pour définir le type d'améliorations à mettre en œuvre au sein de l'entreprise. Les différentes entreprises reçoivent une liste de demandes qui, si elles ne sont pas satisfaites, entraîneront une baisse de la note du CEI. Le mécanisme CECI

lui-même s'inscrit dans le cadre du mouvement florissant des « investissements éthiques » ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise), mené par les trois principales sociétés d'investissement du pays (*BlackRock*, *Vanguard* et *State Street Bank*). Les fonds ESG investissent dans des entreprises qui s'opposent aux combustibles fossiles et préconisent des quotas raciaux et de genre plutôt que le mérite dans le recrutement et la sélection des membres des conseils d'administration. Les conséquences sont évidentes : la plupart des PDG américains sont plus soucieux de plaire à leurs actionnaires que d'irriter les conservateurs.

Le cas Mulvaney

Prenez le cas frappant de Dylan Mulvaney : âgé de 26 ans, il est passé du statut d'homme à celui de « femme » en mars 2021, gagnant plus d'un million de dollars en endossant notamment des marques de mode, et en utilisant des produits de beauté, telles que *Ulta Beauty*, *Haus Labs* et *CeraVe*, ainsi que *Crest* et *InstaCart*, et plus récemment *Bud Lite* et *Nike*.

« Ils peuvent vous rendre la vie difficile »

« Les grands gestionnaires de fonds comme *BlackRock* embrassent cette orthodoxie en faisant pression sur les équipes dirigeantes des entreprises et les conseils d'administration et déterminent, dans de nombreux cas, les rémunérations et les primes des dirigeants, ainsi que les personnes qui sont réélues ou reconduites dans les conseils d'administration », explique l'entrepreneur *Vivek Ramaswamy*, candidat républicain à l'élection présidentielle et auteur de *Woke Inc. : Inside America's Social Justice Scam* (L'arnaque américaine à la justice sociale). « Ils peuvent vous rendre la vie très difficile si vous ne vous conformez pas à leur programme ».

VIVEK RAMASWAMY

WOKE, INC.

INSIDE CORPORATE AMERICA'S
SOCIAL JUSTICE SCAM

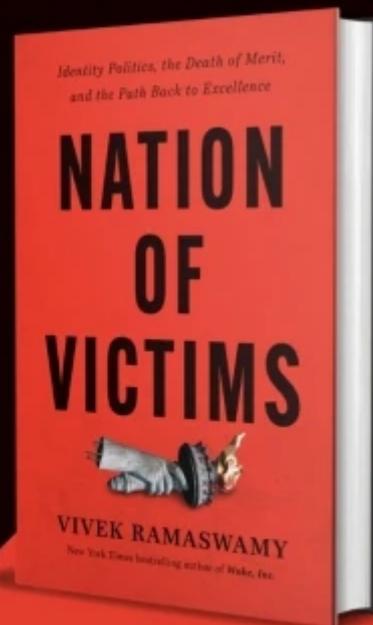


SPECIAL ANNOUNCEMENT

COMING SOON
SEPT. 2022

**IDENTITY
POLITICS, THE
DEATH OF
MERIT, AND
THE PATH
BACK TO
EXCELLENCE**

VIVEK RAMASWAMY





La lettre de chantage de BlackRock

Pour mieux comprendre ce dont parle Ramaswamy, il faut remonter à 2018 et à la lettre du PDG de BlackRock, Larry Fink. Décrit comme le « visage de l'ESG », il a écrit une lettre – qui, sur le ton du chantage, est restée dans les annales – à tous les PDG américains intitulée *A Sense of Purpose* promouvant un « nouveau modèle de gouvernance » en accord avec les valeurs *woke*. « La société exige que les entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, aient un objectif social », écrivait M. Fink. « Pour prospérer dans le temps, toute entreprise doit non seulement produire des résultats financiers, mais aussi démontrer sa capacité à contribuer positivement à la société », selon la vulgate libérale progressiste. M. Fink a également fait savoir « que si une entreprise ne s'engage pas auprès de la communauté et n'a pas d'objectif », elle finira par « perdre la capacité d'investir ».

Les entreprises qui osent se rebeller sont immédiatement pénalisées par le score de la CEI. Parfois, le retour de bâton se fait sur de petites choses : si une entreprise n'obtient pas un score CEI de 100, elle ne sera pas admise à un salon de l'emploi dans une université ou verra ses chances d'acheter de l'espace publicitaire réduites. Les universités coupent les liens avec les entreprises qui n'obtiennent pas le score 100 en les présentant aux futurs diplômés comme des lieux où règne le sectarisme. Si elle n'est pas jugée conforme, une entreprise peut être retirée des portefeuilles des fonds indiciels et des fonds de pension. L'ensemble du système d'entreprise

américain est ainsi prisonnier d'une gigantesque toile d'extorsion de fonds.
Par la mafia arc-en-ciel.